

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DES LOCATAIRES

ON VIT ENSEMBLE
**ON GAGNE
ENSEMBLE**

APPEL À TOUS les
LOCATAIRES D'HABITAT 70

DÉFENDEZ VOTRE LOGEMENT



ÉLECTIONS

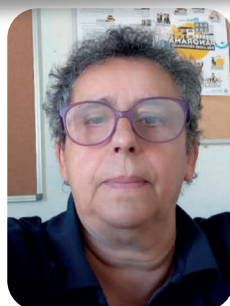
DU **15 NOVEMBRE**
AU **5 DÉCEMBRE**

2026

**VOTONS POUR DÉFENDRE
NOS DROITS**



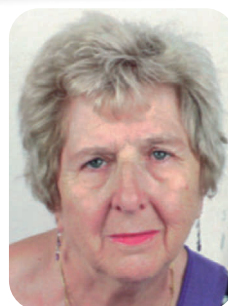
Frédéric BERNABÉ
Administrateur sortant
VESOUL



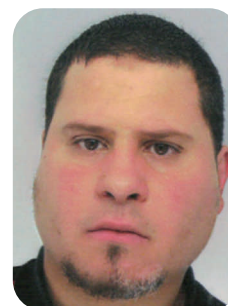
Djamilla DERDAKA
HÉRICOURT



Jean-Claude GULOT
Administrateur sortant
GRAY



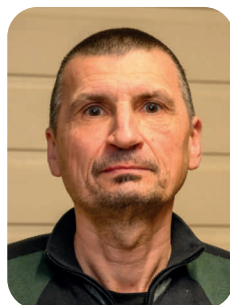
Muguetta PAQUIS
Administratrice sortante
RONCHAMP



Lamine BELARIBI
VESOUL



Karine VERNET
RIOZ



Nicolas LAMBOLEZ
LURE



Emmanuelle BARBIER
LUXEUIL-LES-BAINS



Selimane SAYDI
SAINT-LOUP/SEMOUSE



Eva PETITFILS
VAIVRE-ET-MONTOILLE

CONTRE LES AUGMENTATIONS DE LOYER ET DE CHARGES !

Quittance **trop chère**,
cadre de vie qui se **dégrade**,
manque d'entretien et d'amélioration

**Ne vous abstenez pas !
Exprimez vous !**

la
cnl 70

**AGISSONS
DÉFENDONS-NOUS
VOTEZ !**

et faites VOTER CNL

Dans les immeubles comme dans les quartiers, les locataires sont confrontés aux mêmes difficultés :

LOYERS TROP CHERS et CHARGES QUI AUGMENTENT !

Il y a deux niveaux de responsabilité

1 Les gouvernements successifs qui non seulement n'assument plus leurs responsabilités vis-à-vis du logement social HLM, mais **suppriment des moyens aux bailleurs**. Habitat 70 reverse 2,5 millions d'euros par an à l'État par le biais du RLS (Réduction Loyer Solidarité).

Un vrai scandale

2 Le bailleur Habitat 70 : les élus CNL ne cessent d'avertir et de dénoncer les hausses abusives de loyer, pénalisant et appauvrissant les locataires.

C'est pourquoi les élections des représentants des locataires **ne sont pas neutres : chaque voix compte**.

Ne pas voter, voire ignorer cette élection, ne renforce pas le camp des locataires, votre camp, et celui de ses défenseurs ;

Voter est un acte citoyen, de défense et de lutte dans un monde qui va mal !



VOTEZ POUR VOS DÉFENSEURS

Propositions et revendications immédiates !

1 Geler les loyers et les hausses :

Le loyer représente dans votre budget une part trop importante. Nous revendiquons le gel des loyers et que les locataires ne soient plus systématiquement appelés à payer davantage.

Le logement social doit rester une protection face au prix du privé.

2 Des charges maîtrisées et transparentes :

Chauffage, eau, entretien, ascenseur, espaces verts... les loyers pèsent lourd dans le budget et sont difficiles à comprendre.

Notre rôle, élus CNL, est de vous accompagner et vous aider en cas de litige et de contestation.

3 À propos du ménage dans les entrées :

Nous souhaitons, comme tous, la propreté dans les entrées et les montées d'escaliers.

Mais cela doit se faire dans le cadre d'Habitat 70, qui doit affecter du personnel formé et rémunéré à sa juste valeur.

C'est pourquoi nous souhaitons une véritable négociation sur le sujet, dans l'intérêt des locataires et d'Habitat 70.

4 Rénover sans faire payer les locataires :

La CNL demande un grand plan public de rénovation thermique, financé par l'État et les banques sans nouvelles charges sur les quittances.

5 Retour à 65 ans pour l'installation d'une douche :

La CNL et ses élus demandent le retour à 65 ans, et non pas 75 ans, pour l'installation d'une douche et aménagements divers.

C'est aussi utile qu'économique : moins d'eau utilisée.

Et on ne peut pas parler du vieillissement de la population en Haute-Saône, et ne pas faire le nécessaire.

La douche gratuite à 65 ans pour ceux qui le souhaitent.

6 Construire du logement social, une priorité nécessaire :

Il y a un besoin criant de logements en Haute-Saône. Plus de **900 demandes sont en attente**. Avoir un 1^{er} logement ou lors d'une mutation devient difficile. Habitat 70 devrait construire entre 100 et 120 logements par an, mais c'est seulement la moitié qui se fait.

7 La qualité d'une vie passe par la présence humaine :

La plateforme téléphonique n'est pas une bonne réponse.

La CNL défend le maintien et le développement des gardiens et des personnels de proximité.

8 Des résidences sûres et des quartiers vivants

Vivre dignement, c'est aussi pouvoir rentrer chez soi sereinement, disposer d'espaces communs entretenus et avoir accès aux services essentiels.

Nous défendons et demandons le développement des équipements et services de proximité, transports, santé, commerces, écoles, services publics dans nos quartiers.

9 Pas de démolition sans reconstruction à 100% :

Un logement démolé, un reconstruit, cela doit être la norme.

La démolition doit se faire uniquement quand cela est nécessaire, avec l'avis et le consentement des habitants.

10 Vente HLM

Le patrimoine social appartient à l'intérêt général, dans un contexte où il est difficile de se loger. Le produit de la vente de logements HLM sert à compenser une petite partie (1%) de ce que l'État et le gouvernement prennent aux bailleurs HLM.

Un moratoire est demandé sur la vente du patrimoine HLM.

11 Donner au logement social les moyens de sa mission

Un véritable plan d'urgence est nécessaire pour le logement social HLM : on ne peut pas demander aux bailleurs sociaux de construire, entretenir et améliorer la qualité de services en ponctionnant leurs ressources.

Le gouvernement doit rembourser les 25 millions d'euros qu'il doit à Habitat 70.